

## Chronologie de la chute d'un régime

Décembre 2010

- **19-20** : Début du mouvement social contre le chômage et la vie chère à Sidi Bouzid (centre-ouest) en réaction à l'immolation, le 17, d'un jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, qui protestait contre la saisie de sa marchandise par la police. Violents affrontements entre forces de l'ordre et jeunes manifestants. Début d'une vague d'arrestations.

- **24** : la police tire sur des manifestants à Menzel Bouzayane (60 km de Sidi Bouzid): deux morts.

- **28** : le président Zine El Abidine Ben Ali dénonce une «instrumentalisation politique».

Janvier 2011

- **3-7** : Violences à Saïda et manifestations à Thala (centre-ouest) marquées par des saccages et l'incendie de bâtiments officiels.

- **8-10**: Emeutes sanglantes à Kasserine (centre-ouest), à Thala ainsi qu'à Regueb (près de Sidi Bouzid): 21 morts selon les autorités, plus de 50 selon une source syndicale. Affrontements à Kairouan (centre).

- **10** : Le président Ben Ali dénonce des «actes terroristes» perpétrés par des «voyous cagoulés» et promet la création de 300 000 emplois supplémentaires d'ici 2012.

- **11**: Premiers affrontements à Tunis et sa banlieue, poursuite des violences à Kasserine. Fermeture des écoles et des universités.

- **12** : Le Premier ministre annonce le limogeage du ministre de l'Intérieur, la libération des personnes arrêtées, sauf celles «impliquées dans des actes de vandalisme», et une enquête sur la corruption.

Plusieurs morts dans des manifestations à travers le pays, notamment un Franco-tunisien à Douz (sud).

L'armée se déploie dans Tunis et dans la banlieue populaire de Ettadhamen.

Arrestation du chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit) Hamma Hammami.

Couvre-feu nocturne à Tunis et sa banlieue où des affrontements font huit morts (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, FIDH). Les manifestants ciblent les symboles du pouvoir et de l'argent.

- **13** : Retrait de l'armée à Tunis qui reste quadrillée par les forces spéciales. Un manifestant est tué par balles. La France se dit inquiète de «l'utilisation disproportionnée de la violence».

Destructions et pillages dans la station touristique de Hammamet (60 km au sud de Tunis).

Dans un discours à la nation, Ben Ali s'engage à quitter le pouvoir en 2014 et ordonne la fin des tirs contre les manifestants. Il promet la «liberté totale» d'information et d'accès à internet et annonce une baisse des prix.

Treize morts à Tunis (sources médicales), deux à Kairouan pendant l'intervention télévisée.

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) appelle au renversement du régime (Service américain de surveillance des sites islamistes, SITE).

- **14** : Des milliers de manifestants, aux cris de «Ben Ali dehors», se rassemblent à Tunis et en province, notamment à Sidi Bouzid.

Violents heurts dans la capitale entre des groupes de manifestants et des policiers anti-émeutes.

Des blindés de l'armée se déploient devant les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères ainsi que devant la Télévision et Radio nationales.

Ben Ali limoge son gouvernement et appelle à des législatives anticipées dans six mois, annonce le Premier ministre Mohammed Ghannouchi, qui indique avoir été chargé de former le nouveau gouvernement.

Rapatriement de milliers de touristes européens.

L'état d'urgence est décrété dans tout le pays. L'armée contrôle l'aéroport, l'espace aérien est fermé.

Le Premier ministre Mohammed Ghannouchi annonce à 17h GMT à la télévision qu'il assure l'intérim de la présidence en remplacement de Zine El Abidine Ben Ali, qui a quitté le pays après 23 ans de pouvoir.

M. Ghannouchi lance un appel à l'unité des Tunisiens et s'engage au respect de la Constitution.

*Mohamed Ghannouchi est, depuis hier soir, le nouveau président de la République de la Tunisie en remplacement de Zine El Abidine Ben Ali. Coup d'Etat ? Arrangement ? Hier, en début de soirée, ce véritable coup de théâtre restait une énorme énigme.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - C'est d'autant plus ambigu, que Ghannouchi, Premier ministre jusqu'à hier vendredi, annonçait lui-même son accession au pouvoir suprême à la Télévision tunisienne dans une déclaration confuse et énigmatique. En substance, Ghannouchi dit ceci : «J'assume à partir d'aujourd'hui, la charge de président de la République et ce, en raison de l'incapacité temporaire du président Ben Ali à assumer sa fonction.»

Ghannouchi a donc parlé d'une «incapacité temporaire» de Ben Ali, et n'a à aucun moment parlé de son propre intérim à lui comme rapporté par les agences. Mieux, dans sa déclaration, il ne s'est fixé aucune limite dans le temps, comme c'est d'usage dans pareilles circonstances, mais s'engage «durant la période où j'assurerais mes fonctions, à respecter la Constitution». Mais aussi «à mettre en œuvre toutes les réformes sociales et politiques qui ont été annoncées en collaboration avec les partis politiques et les composantes de la société civile». Les mêmes réformes qu'annonçait Zine El Abidine Ben Ali la veille ?

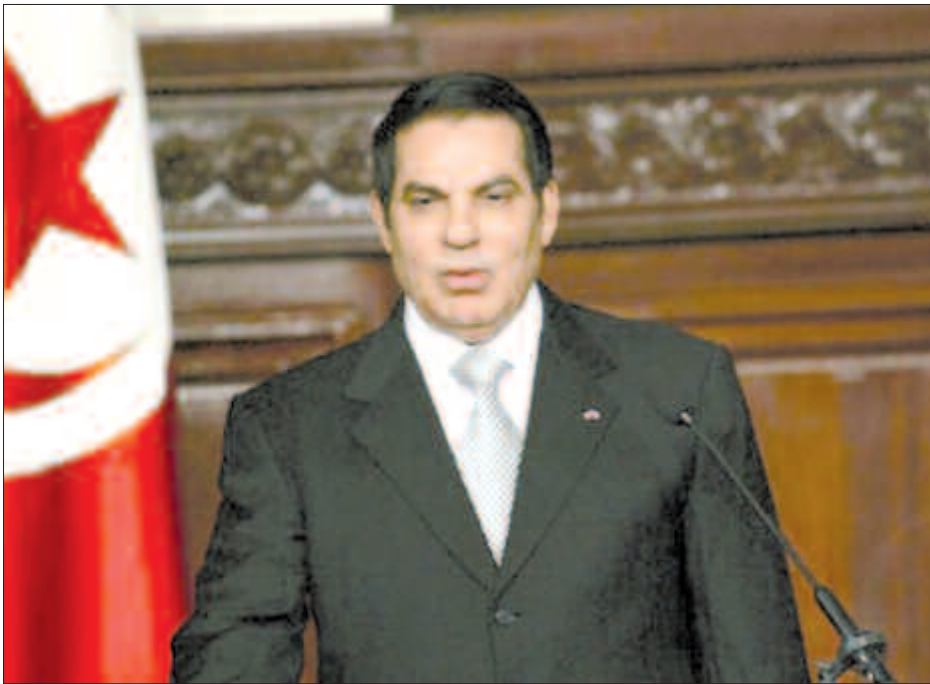


Photo : DR.

Ghannouchi cite l'article 56 de la Constitution tunisienne pour légitimer cette passation de pouvoir. Un article qui stipule en substance que c'est le président, Ben Ali en l'occurrence, qui peut, en cas d'incapacité temporaire d'exercer ses fonctions, charger le Premier ministre de le remplacer temporairement. Hier soir, en tout cas, des constitutionnalistes et des juristes tunisiens n'ont pas manqué de crier à l'arnaque. Ce qui ajoute à la confusion générale, c'est bien sûr le fait que Ben Ali ne s'était pas, lui, exprimé hier pour annoncer son départ et officialiser sa démission. L'homme avait pourtant pris de nombreuses décisions d'une extrême importance durant toute la journée de vendredi : dissolution du gouvernement, instauration de l'état

d'urgence à travers l'ensemble du territoire tunisien, annonce d'élections législatives anticipées dans les six mois et durcissement du couvre-feu, décrété à partir de 17h. Toutes ces mesures ont été annoncées par la Télévision tunisienne et non pas par Ben Ali ou quelque autre responsable. Et, en fin d'après-midi, une rumeur qui se confirmera par la suite : Ben Ali a quitté le pays.

Mais selon la Constitution tunisienne, il demeure le président légitime ! Car, la même constitution évoque explicitement la «la vacation du pouvoir» dans son article 57. Auquel cas, c'est au président de l'Assemblée qu'échoit la charge de l'intérim, pour une période allant de 45 jours à 60 jours et au terme de laquelle seront organisées

des élections présidentielles. D'où, certainement, la réaction de Washington qui, par la voix du porte-parole du Conseil de sécurité national, Mike Hammer, estimait que «le peuple tunisien a le droit de choisir ses dirigeants». Sous-entendu, cela n'a pas été le cas. «Nous suivons de près les derniers développements en Tunisie», ajoute le même responsable américain. Hier soir, la Tunisie a entamé une autre phase dans sa crise ouverte depuis la mi-décembre : à la situation insurrectionnelle générale, s'ajoute donc une confusion politique et un imbroglio constitutionnel qui rend la situation davantage ouverte à tous les scénarios. Surtout qu'entre-temps, l'armée prend possession de toutes les grandes villes.

K. A.

## 23 ans de pouvoir sans partage

**Le président Zine El Abidine Ben Ali, qui a fui hier la Tunisie, a régné sur le pays pendant 23 ans d'un pouvoir sans partage, bâtissant son régime sur un équilibre entre poigne de fer et prospérité qui s'est finalement rompu, causant sa chute.**

Considéré à l'extérieur comme un rempart efficace face aux islamistes en dépit de critiques – souvent timides – sur la lenteur de la démocratisation et les atteintes aux droits de l'homme, l'incorruptible président, 74 ans, avait été réélu pour un cinquième mandat en octobre 2009 avec près de 90% des voix. Un scrutin critiqué par l'opposition et qui avait «préoccupé» les Etats-Unis. Lorsqu'il dépose Habib Bourguiba, père de l'indépendance malade et reclus dans son palais, le 7 novembre 1987, tous les Tunisiens, y compris les islamistes, saluent une prise du pouvoir «sans violence ni effusion de sang», bien que décrite par certains comme un «coup d'Etat médical». Ses partisans saluent en ce militaire «le sauveur» d'un pays alors à la dérive et lui reconnaissent d'avoir jeté les bases d'une économie libérale et étouffé dans l'œuf le parti islamiste Ennahdha, accusé de complot armé. Dès son arrivée au pouvoir, M. Ben Ali supprime la «présidence à vie» instituée par Bourguiba et limite dans un premier temps à trois le nombre de mandats présidentiels.

A son actif, une politique sociale dite de «solidarité», avec la création d'un fonds spécial destiné aux plus pauvres ou le développement d'un système de Sécurité sociale, et la poursuite des politiques favorables à l'émancipation des femmes et à l'éducation initiées par son prédécesseur.

Ces avancées, qui conquièrent une classe moyenne montante, s'accompagnent d'un durcissement du régime face à toute force d'opposition, émanant de la gauche ou des islamistes, arrêtés par milliers dans les années 1990, et d'une mainmise sur la presse et les syndicats dénoncée par des adversaires pour la plupart en exil. Issu d'une famille modeste né de la ville côtière de Hammam Sousse, c'est un militaire de carrière formé à l'Ecole inter-armes de Saint-Cyr en France et à l'Ecole supérieure de renseignement et de sécurité aux Etats-Unis. Devenu rapidement général, il est nommé patron de la Sûreté nationale après des émeutes en 1984, puis ministre de l'Intérieur, poste qu'il cumule en mai 1987 avec celui de Premier ministre jusqu'à la destitution de Bourguiba. Se disant favorable à une démocratisation «sans précipitation», M. Ben Ali introduit en 1994 le pluralisme à petite dose au Parlement et organise en 1999 la première présidentielle pluraliste de l'histoire de la Tunisie. Revêtant parfois la «jebba» traditionnelle, il encourage un islam modéré, protège le judaïsme et se dit attaché à la modernité.

Père de six enfants, dont trois d'un premier mariage, il apparaît souvent accompagné de son épouse Leïla, dont la présence dans la vie politique et sociale est de plus en plus remarquée, alors que sa belle-famille est accusée de mainmise sur l'économie.

En 2002, il fait sauter le dernier verrou empêchant son maintien au pouvoir en faisant adopter par référendum une modification constitutionnelle lui permettant de se représenter.

A la fin des années 2000, son régime est dénoncé comme «autoritaire» par les organisations de défense des droits de l'Homme. En juin 2008, notamment, il fait mater par l'armée des émeutes sur fond de chômage et de népotisme, dans le sud-ouest frondeur. Pour ses alliés occidentaux, M. Ben Ali incarne la stabilité dans un pays prisé par des millions de touristes européens et pour lequel l'ancienne puissance coloniale française reste un partenaire privilégié.

Il aura finalement chuté sur un nouveau mouvement de révolte d'abord sociale, parti du suicide mi-décembre d'un des nombreux diplômés chômeurs du pays, empêché d'exercer comme marchand ambulant par les forces de l'ordre.

Face aux émeutes qui s'étendent, jusqu'à gagner la capitale, Zine El Abidine Ben Ali aura tenté tour à tour la répression sanglante puis les promesses, d'abord économiques et enfin d'ouverture politique. En vain.